

Le 28 avril 2023, à bord de la Station spatiale internationale (ISS), Sultan al-Neyadi reçoit l'ordre du centre de contrôle de Houston de faire le grand saut dans le vide. C'est la première fois qu'un astronaute arabe, émirati en l'occurrence, expérimente la sensation du milieu spatial, protégé par sa simple combinaison, la Terre suspendue dans le vide à 400 km de distance. L'activité extravéhiculaire, effectuée aux côtés de l'Américain Stephen Bowen, durera sept heures, le temps de préparer l'installation de nouveaux panneaux solaires, puis de retirer un équipement électronique dégradé d'une antenne de communication de la station. Avec son sourire sympathique et son physique de star hollywoodienne, al-Neyadi parvient à faire oublier l'immense déception qui a saisi le riche pays du Golfe à peine trois jours plus tôt.

Car le 25 avril, le module Hakuto-R, de la start-up privée japonaise Ispace, s'écrasait en tentant d'alunir dans le cratère Atlas, situé sur la face visible de la Lune. À son bord, le petit rover à quatre roues de 10 kg Rashid devait être le premier engin construit par un pays arabe à arpenter le régolithe lunaire. Jusqu'à présent, seuls les États-Unis, l'URSS et la Chine ont réussi à se poser intacts sur notre satellite naturel. Après quarante-sept ans d'absence, la Russie a connu récemment le même sort avec le crash de sa sonde Luna-25. Quant à l'Europe, elle n'a jamais tenté l'exploit.

En vivant avec autant d'intensité l'ascenseur émotionnel, les Émirats arabes unis sont définitivement entrés dans le cercle des grandes nations spatiales, confrontées de plein fouet à une industrie de la haute technologie extraordinairement complexe, où la moindre erreur se révèle fatale, où peuvent se succéder les succès euphorisants et les échecs traumatisants. Le pays a les moyens d'échouer, puis de réessayer : Rashid 2, en cours d'élaboration, partira à la rencontre de la Lune dès 2025. Fondée il y a moins de dix ans, la très jeune agence spatiale émiratie se voit d'ores et déjà octroyer un budget annuel d'environ 5 milliards d'euros. Colossal, quand on le compare aux 7 milliards d'euros qu'a reçus en 2023 l'Agence spatiale européenne (ESA), rassemblant 22 pays membres, ou aux 2,5 milliards d'euros attribués à l'agence spatiale française, le Centre national d'études spatiales (Cnes). Grâce aux revenus du pétrole et à une politique de coopération particulièrement réussie, notamment avec les États-Unis ou la France, le pays parfait son image de modernité. Comme lorsque, le 9 février 2021, après un périple de sept mois, la sonde Hope (Al Amal) s'est correctement mise en orbite autour de Mars, propulsant les Émirats à la cinquième place des pays ayant côtoyé la planète rouge - la première place dans le monde arabe.

Comble de la modernité, c'est une femme, Sarah Al Amiri, qui a dirigé les opérations. Aujourd'hui âgée de 36 ans, elle est également présidente du Conseil des scientifiques des Émirats, ministre d'État dédiée aux Hautes Technologies et présidente de l'agence spatiale émiratie. Pendant la mission Hope, elle comptait d'ailleurs 80 % de femmes dans son équipe. Plus récemment, le pays a sélectionné sa première femme, Nora Al Matrooshi, pour devenir astronaute. La Nasa a attendu plus de vingt ans avant d'oser franchir le pas de la féminité spatiale. Ce choix peut surprendre, dans un pays où les femmes ont encore besoin d'un tuteur pour se marier ou accomplir certaines activités. Justement : les études, scientifiques notamment, sont devenues un gage puissant d'émancipation. Selon l'Unesco, les femmes occupent 61 % des bancs des universités en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques. À méditer, pour tous ceux qui pensent que les hommes sont « génétiquement » plus compatibles que les femmes avec les nombres...

En s'ouvrant à l'espace, les Émirats cherchent aussi à diversifier leur économie, jusqu'ici dominée par l'or noir. Et ce n'est pas un scoop, les perspectives de pognon à se faire au-delà des nuages sont inédites. Selon différentes banques et certains cabinets de conseil, le marché spatial pourrait être multiplié par deux ou trois à court terme, passant de 450 millions de dollars aujourd'hui à plus de 1 milliard en 2030. Jusqu'ici essentiellement porté par les agences publiques, ce secteur a vu ses investissements privés bondir de 1,06 milliard de dollars entre 2000 et 2004 à 16,8 milliards entre 2015 et 2019. Les Émirats l'ont bien compris, et ont prévu d'investir près de 900 millions de dollars directement dans le secteur spatial privé. Des start-up s'implantent à Abu Dhabi, Dubaï et Chardja. Pour attirer les entrepreneurs du monde entier, en 2020, l'Agence spatiale des Émirats arabes unis s'est même dotée d'une nouvelle loi spatiale. Elle offre un cadre normatif attractif, une sécurité juridique pour toutes les entreprises implantées dans le pays désirant s'adonner aux activités spatiales les plus caricaturales. En particulier, la loi laisse le champ libre au tourisme spatial, cette activité ultrapolluante pour ultrariches, ainsi qu'à l'exploitation des ressources, notamment de la Lune ou des astéroïdes.

Après les États-Unis, le Luxembourg et le Japon, c'est au tour des Émirats de tordre ainsi le cou aux grands traités internationaux, notamment celui de 1967, régissant les activités spatiales, lesquels interdisent à quiconque. État ou entreprise privée, de s'approprier un corps céleste. Qui d'une société privée ambitionnant d'extraire des ressources dans un cratère lunaire ou d'un scientifique souhaitant en étudier la géologie, aurait la priorité ? En l'état, il faudra répondre au principe du premier arrivé, premier servi. Évidemment, cela excite tous les « conquérants » de ce bas monde. Et puisque les instances

internationales ne manquent jamais d'ironie, en 2022, elles ont confié aux Émirats arabes unis la présidence du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extraatmosphérique, chargé, au niveau de l'ONU, de contrôler la mise en œuvre... desdits traités internationaux !

C'est la dernière - et sans doute la principale - raison de la montée en puissance des Émirats dans l'espace : devenir, de là-haut, une voix d'influence géopolitique qui compte. L'espace a toujours été un théâtre particulier où les nations aiment bander leurs muscles. C'est ce qui a forgé la première phase de la conquête spatiale entre les États-Unis et l'URSS, et nul doute que la quête de domination façonnera la décennie 2020 et au-delà. D'autant que l'espace est maintenant indispensable au fonctionnement des armées. Entre l'observation, l'écoute, la communication ou la navigation, le vide extra-atmosphérique est devenu le nouvel eldorado du renseignement, comme la guerre en Ukraine a pu nous en donner un aperçu. Aucune frontière ou notion d'espace aérien au-delà des nuages : un satellite-espion passera au-dessus des pays sans se soucier des problématiques de souveraineté.

Mais cette libre circulation entraîne une nouvelle dissuasion spatiale, calquée sur les principes de la dissuasion nucléaire. Le développement des armes antisatellites notamment, capables de dézinguer depuis la Terre un satellite passant au-dessus d'une nation ennemie, fait craindre une forme d'anéantissement mutuel. Car un tir antisatellite ne se contente pas de neutraliser un engin ennemi, il génère des milliers de débris dans l'espace, qui peuvent entrer en collision avec d'autres objets, provoquant, à terme, une réaction en chaîne condamnant définitivement l'accès à l'espace pour l'humanité. Les États-Unis, la Chine, la Russie mais aussi l'Inde se sont toutes adonnées à ce type de démonstration de force, et développent de nouvelles capacités de riposte en cas d'attaque spatiale. Entre l'image de modernité, la quête du profit et la soif de pouvoir et de contrôle, les Émirats arabes unis ont parfaitement compris l'espace du XXI^e siècle.